

12° 2555-2560 MHz et 2675-2680 MHz
13° 2560-2565 MHz et 2680-2685 MHz
14° 2565-2570 MHz et 2685-2690 MHz » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En dérogation à l'alinéa 1^{er}, si lors d'une procédure d'octroi des droits d'utilisation, le nombre de candidats jugés recevables conformément à l'article 17 est tel que la totalité du spectre disponible ne peut être octroyé, un groupe pertinent par rapport à un opérateur d'accès radioélectrique ne peut détenir que 30 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 2500-2570 et 2620-2690 MHz. ».

4° l'article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique, dans des délais et dans des proportions raisonnables. ».

Art. 2. L'article 6, § 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 23, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 28 » sont remplacés par les mots « article 27 ».

Art. 5. Dans l'article 24 du même arrêté, les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

Art. 6. L'annexe du même arrêté est abrogée.

Art. 7. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

12° 2555-2560 MHz en 2675-2680 MHz

13° 2560-2565 MHz en 2680-2685 MHz

14° 2565-2570 MHz en 2685-2690 MHz”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, indien het aantal kandidaten die ontvankelijk worden bevonden conform artikel 17 tijdens een procedure tot toekenning van gebruiksrechten dusdanig is dat niet het volledige beschikbare spectrum kan worden toegewezen, dan mag een relevante groep ten opzichte van een radiotoegangsoperator niet meer dan 30 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 2500-2570 en 2620-2690 MHz.”

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7 luidend als volgt:

“§ 7. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.”

Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 23, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 28” vervangen door de woorden “artikel 27”.

Art. 5. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 4 en 5 opgeheven.

Art. 6. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/22603]

**28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal concernant l'accès
radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralité

Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz, également appelée “bande 1400 MHz” ou “bande L”.

La bande 1452-1479.5 MHz est identifiée pour la radio numérique terrestre (T-DAB) depuis les années 90. La bande 1452-1479.5 MHz n'a cependant jamais été utilisée pour la radio numérique terrestre.

La bande 1452-1492 MHz a été standardisée comme bande SDL (“Supplementary downlink”) pour la technologie 4G/LTE. Une bande SDL est une bande non appariée qui est agrégée avec une bande appariée pour obtenir de la capacité supplémentaire dans la voie descendante. Cette bande de fréquences ne peut donc a priori convenir qu'à un opérateur mobile qui dispose déjà d'autres bandes de fréquences 4G/LTE.

Les travaux du 3GPP (3rd Generation Partnership Project) pour la standardisation de l'entiereté de la bande 1427-1517 MHz devraient permettre une diffusion rapide de terminaux compatibles étant donné le nombre de terminaux supportant d'ores et déjà la bande 1452-1492 MHz.

La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/22603]

**28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende
radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 1427-1517 MHz, de zogenaamde “1400 MHz-band” of “L-band”.

De 1452-1479.5 MHz-band is sinds de jaren 90 aangeduid voor terrestrische digitale radio (T-DAB). De 1452-1479.5 MHz-band werd evenwel nooit gebruikt voor terrestrische digitale radio.

De 1452-1492 MHz werd gestandaardiseerd als SDL-band (“Supplementary downlink”) voor de 4G/LTE-technologie. Een SDL-band is een niet-gepaarde band die wordt samengevoegd met een gepaarde band om bijkomende downstreamcapaciteit te krijgen. Deze frequentieband mag dus a priori slechts toekomen aan een mobiele operator die reeds over andere 4G/LTE-frequentiebanden beschikt.

De werkzaamheden van de 3GPP (3rd Generation Partnership Project) voor de standaardisering van de volledige 1427-1517 MHz-band zouden een snelle verdeling van compatibele eindtoestellen moeten mogelijk maken gezien het aantal eindtoestellen die reeds de 1452-1492 MHz-band ondersteunen.

De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te

l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.

Le présent arrêté contribue à atteindre le but de 1200 MHz de radiofréquences pour le haut débit sans fil, ce qui est un des principaux objectifs de la décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR).

Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer la décision d'exécution 2015/750/UE de la Commission du 8 mai 2015 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1452-1492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.

En vertu de la décision 2015/750/UE, les États membres doivent désigner et mettre à disposition la bande de fréquences 1452-1492 MHz, en mode "downlink only" pour les systèmes sans fils à large bande.

En réponse à un mandat de la Commission européenne, l'ECC (European Electronic Communications Committee) a adopté pour consultation publique le rapport ECC intitulé « to develop harmonised technical conditions in additional frequency bands in the 1.5 GHz range for their use for terrestrial wireless broadband electronic communications services in the Union ». Le mandat de la Commission européenne concerne l'harmonisation de l'entièreté de la bande 1427-1517 MHz. Ce mandat a donné lieu à la décision d'exécution (UE) 2018/661 de la Commission du 26 avril 2018 modifiant la décision d'exécution (UE) 2015/750 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1 452-1 492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union, en ce qui concerne son extension dans les bandes de fréquences harmonisées 1 427-1 452 MHz et 1 492-1 517 MHz. Celle-ci prévoit que les États membres désignent et mettent à disposition la bande 1400 MHz pour les services de communications électroniques à haut débit sans fil pour le 1^{er} octobre 2018 au plus tard.

Le spectre visé dans le présent arrêté sera utilisé pour des réseaux mobiles publics. Pour ces réseaux, il est absolument nécessaire d'assurer la qualité technique des communications ou du service. Pour y parvenir, il faut assurer un niveau de protection élevé contre les brouillages préjudiciables. Le seul régime d'autorisation approprié est donc l'octroi de droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique. Il faut noter qu'aucun Etat membre de l'Union européenne n'a mis en place un régime d'autorisations générales pour ce spectre.

L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, la problématique de la bande 1400 MHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport "Study regarding the value of spectrum for mobile public systems" du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.

L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).

Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.

La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 1400 MHz.

Il faut noter que l'IBPT peut décider d'organiser simultanément la procédure d'attribution pour la bande 1400 MHz et d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux. Les procédures restent autonomes, les règles d'activité pour une procédure sont indépendantes des règles d'activité pour les autres procédures, et le nombre de tours peut évidemment être différent d'une procédure à l'autre.

Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:

- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;

créer op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.

Dit besluit draagt bij tot het verwezenlijken van het doel van 1200 MHz aan radiofrequenties voor draadloze breedband, wat een van de voornaamste doelstellingen is van Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (MPRS).

Op het niveau van de Europese Unie dient het uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 van de Commissie van 8 mei 2015 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1 452-1 492 MHz voor terrestrische systemen die elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie te worden aangehaald.

Krachtens het besluit 2015/750/EU moeten de lidstaten de frequentieband 1452-1492 MHz aanduiden en ter beschikking stellen in "downlink only"-modus voor de draadloze breedbandsystemen.

In antwoord op een mandaat van de Europese Commissie heeft het ECC (European Electronic Communications Committee) het ECC-rapport getiteld "to develop harmonised technical conditions in additional frequency bands in the 1.5 GHz range for their use for terrestrial wireless broadband electronic communications services in the Union" ter openbare raadpleging aangenomen. Het mandaat van de Europese Commissie betreft de harmonisering van de volledige 1427-1517MHz-band. Dit mandaat resulteerde in Uitvoeringsbesluit (EU) 2018/661 van de Commissie van 26 april 2018 tot wijziging van Uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1452-1492 MHz voor terrestrische systemen die elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie wat betreft de uitbreiding ervan met de geharmoniseerde frequentiebanden 1427-1452 MHz en 1492-1517 MHz. Het bepaalt dat de lidstaten de 1400 MHz-band uiterlijk op 1 oktober 2018 moeten aanwijzen en beschikbaar stellen voor draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie.

Het in dit besluit beoogde spectrum zal gebruikt worden voor de openbare mobiele netwerken. Voor deze netwerken moet de technische kwaliteit van de communicatie of van de dienst absoluut gegarandeerd zijn. Daartoe moet gezorgd worden voor een hoog beveiligingsniveau tegen schadelijke storingen. Het enige gepaste vergunningsstelsel bestaat dus in de toekenning van individuele gebruiksrechten voor het radiospectrum. Er dient te worden opgemerkt dat geen enkele lidstaat van de Europese Unie een stelsel van algemene vergunningen heeft ingevoerd voor dit spectrum.

Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de kwestie van de 1400 MHz-band te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag "Study regarding the value of spectrum for mobile public systems" van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.

De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe "first come, first served" of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).

Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.

Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 1400 MHz-band.

Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure tegelijk te organiseren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten. De procedures blijven autonoom, de activiteitsregels voor de ene procedure staan los van de activiteitsregels voor de andere procedures en het aantal rondes kan natuurlijk verschillen van de ene tot de andere procedure.

De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:

- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;

- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre de la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);

- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.

L'avis du Conseil d'État a été pris en compte.

En ce qui concerne la référence à l'avis de l'IBPT dans le préambule, seul l'avis le plus récent est mentionné étant donné qu'il remplace en fait le précédent.

Le 26 mai 2021, le Comité de concertation n'avait pas encore donné son accord concernant le projet de texte.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.

Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.

Article 2

Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").

Article 3

Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.

Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période de 20 ans.

Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.

Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.

Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.

Article 4

Le paragraphe 1^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 1400 MHz.

La bande 1400 MHz a une capacité totale de 90 MHz.

Certains opérateurs estiment que la disponibilité des équipements compatibles pour la bande cœur (1452-1492 MHz) pourrait être plus importante que celle pour le reste de la bande 1400 MHz. Même si à ce stade, cette affirmation n'est pas démontrée, deux types de lots sont prévus :

- 8 blocs de 5 MHz pour la bande cœur ;
- 2 blocs de 25 MHz pour les deux extrémités de la bande (1427-1452 MHz et 1492-1517 MHz).

- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);

- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Wat betreft de verwijzing naar het advies van het BIPT in de aanhef wordt enkel het meest recente advies vermeld aangezien dat in feite de vorige vervangt.

Op 26 mei 2021 gaf het Overlegcomité nog niet zijn akkoord over de ontwerpstekst.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.

De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.

Artikel 2

De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").

Artikel 3

De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.

De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.

In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.

De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.

Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.

Artikel 4

Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 1400 MHz-band.

De 1400 MHz-band heeft een totale capaciteit van 90 MHz.

Bepaalde operatoren menen dat de beschikbaarheid van de apparatuur die geschikt is voor de coreband (1452-1492 MHz) groter zou kunnen zijn dan deze voor de rest van de 1400 MHz-band. Hoewel deze stelling op dit ogenblik niet bewezen is, zijn er twee types percelen vastgelegd:

- 8 blokken van 5 MHz voor de coreband;
- 2 blokken van 25 MHz voor beide uiteinden van de band (1427-1452 MHz en 1492-1517 MHz).

La bande 1400 MHz sera a priori utilisée pour la technologie LTE. Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.

La subdivision de la bande cœur en blocs de 5 MHz est donc tout à fait appropriée. En effet on peut utiliser:

- un bloc pour une largeur de canal de 5 MHz;
- deux blocs pour une largeur de canal de 10 MHz;
- trois blocs pour une largeur de canal de 15 MHz;
- quatre blocs pour une largeur de canal de 20 MHz.

Le paragraphe 2 stipule que la bande 1400 MHz peut être uniquement utilisée à l'émission pour les stations de base.

Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.

Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 1400 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 1400 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.

Certains opérateurs estiment que la disponibilité des équipements compatibles pour la bande cœur (1452-1492 MHz) pourrait être plus importante que celle pour le reste de la bande 1400 MHz. Même si à ce stade, cette affirmation n'est pas démontrée, deux "spectrum caps" sont fixés :

- un "spectrum cap" pour la totalité de la bande 1400 MHz (45 MHz) ;
- un "spectrum cap" supplémentaire pour la bande cœur (20 MHz).

Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après directive "Code des communications électroniques européen"). L'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

Article 5

Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 1400 MHz (voir l'article 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.

Article 6

En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.

Article 7

Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.

Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.

Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.

Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.

De 1400 MHz-band zal a priori worden gebruikt door de LTE-technologie. De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.

De onderverdeling van de coreband in blokken van 5 MHz is dus helemaal gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:

- een blok voor een kanaalbreedte van 5 MHz;
- twee blokken voor een kanaalbreedte van 10 MHz;
- drie blokken voor een kanaalbreedte van 15 MHz;
- vier blokken voor een kanaalbreedte van 20 MHz.

Paragraaf 2 stelt dat de 1400 MHz-band enkel mag worden gebruikt voor de uitzending door de basisstations.

Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.

De keuze van een "spectrum cap" voor de 1400 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 1400 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.

Bepaalde operatoren menen dat de beschikbaarheid van de apparatuur die geschikt is voor de coreband (1452-1492 MHz) groter zou kunnen zijn dan deze voor de rest van de 1400MHz-band. Hoewel deze stelling op dit ogenblik niet bewezen is, zijn er twee "spectrum caps" vastgelegd:

- een "spectrum cap" voor de ganse 1400MHz-band (45 MHz);
- een bijkomende "spectrum cap" voor de coreband (20 MHz).

De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie"). De aan het BIPT verleende machtiging moet ten uitvoer gebracht worden om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen.

Artikel 5

De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 1400 MHz-operator (zie artikel 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.

Artikel 6

Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.

Artikel 7

De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.

De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.

De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.

De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.

Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:

- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;

- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.

Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

La redevance annuelle s'élevait à 50.000 euros par MHz. Ce montant est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour toutes les autres bandes de fréquences situées entre 1 GHz et 2,5 GHz.

Il faut noter que le montant des redevances annuelles a été pris en compte par Analysys Mason pour calculer la valeur du spectre pour les différentes bandes de fréquences. Le montant des redevances uniques (article 30, § 1^{er}/1 de la LCE) a été fixé sur base du rapport d'Analysys Mason susmentionné.

Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Indépendamment du nombre de stations de base, les radiofréquences sont effectivement mises à disposition et ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur. Établir un lien entre la redevance et les stations de base pourrait conduire les opérateurs à ne pas déployer leur réseau et à thésauriser les fréquences sans les utiliser, ce qui doit être évité. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.

Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.

Pour les mêmes raisons, le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits sont effectivement mises à disposition de l'opérateur concerné. Celui-ci peut les utiliser et elles ne peuvent plus être utilisées par tiers.

Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences et en vue de garantir la proportionnalité des redevances annuelles, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les 3 premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué au Portugal et en Hongrie.

Article 8

L'article 8 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.

Article 9

L'article 9 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.

Article 10

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 11

Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.

Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.

Articles 12 et 13

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:

- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;

- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.

Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

Het jaarlijkse recht bedraagt 50.000 euro per MHz. Dat bedrag is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor alle andere frequentiebanden gelegen tussen 1 GHz en 2,5 GHz.

Er dient te worden opgemerkt dat Analysys Mason rekening heeft gehouden met het bedrag van de jaarlijkse rechten om de waarde van het spectrum voor de verschillende frequentiebanden te berekenen. Het bedrag van de enige heffingen (artikel 30, § 1/1, van de WEC) werd vastgelegd op basis van het voormelde verslag van Analysys Mason.

Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Los van het aantal basisstations, worden de radiofrequenties daadwerkelijk ter beschikking gesteld en kunnen ze niet langer gebruikt worden door een andere gebruiker. Een verband leggen tussen de rechten en de basisstations zou operatoren ertoe kunnen leiden hun netwerk niet uit te rollen en de frequenties te hamsteren zonder ze te gebruiken, wat vermeden moet worden. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.

Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.

Om dezelfde redenen bepaalt dit koninklijk besluit dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Want zodra de gebruiksrechten zijn toegekend worden de radiofrequenties in verband met deze rechten daadwerkelijk ter beschikking gesteld van de betrokken operator. Deze mag ze gebruiken en ze mogen niet langer door derden gebruikt worden.

Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen en om de evenredigheid van de jaarlijkse rechten te garanderen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de 3 eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds in Portugal en Hongarije toegepast.

Artikel 8

Artikel 8 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.

Artikel 9

Artikel 9 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.

Artikel 10

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 11

Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.

Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.

De artikelen 12 en 13

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Article 14

Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.

Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.

Article 15

Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.

Articles 16 et 17

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

Articles 18 à 39

Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.

Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 40, § 3).

La procédure d'attribution est composée de deux parties.

La première partie (articles 24 à 34 est une mise aux enchères de type SMRA⁽¹⁾ avec des lots spécifiques et des lots génériques. Les lots génériques visent à éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.

Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA². Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.

Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats. Les règles d'activité sont éminemment techniques et ne supposent pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Il n'y a donc pas d'objections à confier à l'IBPT le soin de fixer ces règles d'activités. Vu la technicité de ces règles, il est en effet le mieux placé pour le faire.

La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).

La deuxième partie (articles 35 à 39) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.

Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.

La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.

L'article 19 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.

L'article 20 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.

L'article 22 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies ("*nulla poena sine lege*"), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("*L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...*" DU JARDIN, J., "*Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels*", J.T., 2000, 627-628).

Artikel 14

Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.

De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.

Artikel 15

Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.

De artikelen 16 en 17

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Artikelen 18 tot 39

Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.

Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 40, § 3).

De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.

Het eerste deel (artikelen 24 tot 34) is een veiling van het type SMRA⁽¹⁾ met specifieke percelen en generieke percelen. De generieke percelen zijn bedoeld om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.

De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA². Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.

Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitsregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken. De activiteitsregels zijn buitengewoon technisch en veronderstellen geen uitoefening van een daadwerkelijke beoordelingsbevoegdheid waarbij opportuniteitskeuzes moeten gemaakt worden. Er zijn dus geen bezwaren om de zorg voor het vastleggen van die activiteitsregels aan het BIPT toe te vertrouwen. Gezien de technicité van deze regels is het inderdaad het best geplaatst om dit te doen.

Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).

Het tweede deel (artikelen 35 tot 39) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.

Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.

Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.

Artikel 19 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.

Artikel 20 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.

Artikel 22 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrag brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn ("*nulla poena sine lege*"), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn ("*L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...*" DU JARDIN, J., "*Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels*", J.T., 2000, 627-628).

Les articles 24 à 26 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.

Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.

Article 40

Le non-remboursement de la garantie aux candidats qui sont restés totalement inactifs pendant la mise aux enchères (paragraphe 5) vise à éviter les candidatures dans le seul but de perturber le déroulement de la procédure d'attribution. Les autres paragraphes ne nécessitent pas de commentaire.

Article 41

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 42

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

Notes

- (1) Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.
- (2) Combinatorial Clock Auction.

CONSEIL D'ÉTAT section de législation

Avis 69.767/4 du 4 octobre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz'

Le 1^{er} juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 octobre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 octobre 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Artikelen 24 tot 26 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.

De overige artikelen behoeven geen commentaar.

Artikel 40

De niet-terugbetaling van de waarborg aan de kandidaten die volkomen non-actief zijn gebleven tijdens de veiling (paragraaf 5) is bedoeld om te vermijden dat partijen zich kandidaat stellen enkel en alleen om het verloop van de gunningsprocedure te verstoren. De overige paragrafen behoeven geen commentaar.

Artikel 41

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 42

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

Nota's

- (1) Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.
- (2) Combinatorial Clock Auction.

RAAD VAN STATE afdeling Wetgeving

Advies 69.767/4 van 4 oktober 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz'

Op 1 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 oktober 2021.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet d'arrêté soumis à la section de législation présente des caractéristiques techniques extrêmement complexes.

Le régime qu'il entend modifier ou mettre en place doit pouvoir faire l'objet de justifications raisonnables tant dans les différences de traitement qu'il entraîne le cas échéant entre les différents intervenants concernés ou susceptibles de l'être, qu'à l'égard des conditions auxquelles l'intervention du Roi est subordonnée au regard tant des articles 18 et suivants de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', que du cadre européen pertinent en la matière.

À défaut d'une connaissance particulière des situations de fait auxquelles se rapporte le projet d'arrêté et d'une expertise spécifique relative aux aspects scientifiques, techniques et économiques à prendre en considération, la section de législation n'est pas en mesure de et n'a pas vocation à apprécier, dans toutes leurs mesures et nuances les éléments invoqués dans le rapport au Roi ou plus généralement, dans les autres pièces du dossier qui lui a été communiqué.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations qui suivent.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort du dossier transmis à la section de législation que l'analyse d'impact du projet réalisée en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative' a été réalisée le 4 avril 2018.

Comme la section de législation l'a déjà souligné, l'accomplissement d'une formalité préalable à une date de loin antérieure à la saisine de la section de législation ne constitue pas en soi une difficulté.

Elle peut toutefois poser problème lorsque, entre l'accomplissement de la formalité et la saisine de la section de législation et à fortiori de l'adoption du texte projeté, les circonstances de droit ou de fait ont changé ou présentent le risque de s'être modifiées.

Tel est le cas en l'espèce.

D'une part, dans un secteur où la technologie évolue de manière extrêmement rapide, la question se pose de savoir si les observations formulées à l'occasion d'une consultation publique réalisée trois ans avant la saisine de la section de législation demeurent d'actualité, et si, le texte en projet n'appellerait pas d'autres observations que celles formulées il y a trois ans.

D'autre part, le cadre juridique a subi des modifications profondes entre le moment où la consultation publique a été réalisée et la saisine de la section de législation. Ainsi, l'ensemble du cadre juridique européen en matière de communications électroniques, tel que défini par les directives, a été remplacé par la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après, le Code), lequel a abrogé les directives 2002/19/CE (1), 2002/20/CE (2), 2002/21/CE (3) et 2002/22/CE (4), avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant pour leur part tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020, en vertu des articles 124 et 125 de celui-ci. Or, comme exposé ci-après à l'observation générale 1, les modifications apportées au cadre réglementaire européen sont loin d'être sans incidence, spécialement en ce qui concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique.

Au regard du contexte ainsi décrit, il convient de réaliser une nouvelle analyse d'impact.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het ontwerpbesluit voorgelegd aan de afdeling Wetgeving is uit technisch oogpunt uitermate complex.

De regeling die het beoogt te wijzigen of in te voeren moet deugdelijk verantwoord kunnen worden, zowel wat betreft de verschillende behandeling die ze in voorkomend geval meebrengt voor de verschillende actoren op wie ze betrekking heeft of kan hebben, als wat betreft de voorwaarden waaraan het optreden van de Koning verbonden is, zowel in het licht van de artikelen 18 en volgende van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', als in het licht van het ter zake relevante Europese kader.

In zoverre de afdeling Wetgeving van de Raad van State geen specifieke kennis heeft van de feitelijke situaties waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft, noch specifieke expertise betreffende de wetenschappelijke, technische en economische aspecten waarmee rekening moet worden gehouden, kan noch moet ze alle aspecten en nuances beoordelen van de gegevens aangevoerd in het verslag aan de Koning of, meer in het algemeen, in de overige stukken van het dossier dat haar is bezorgd.

Onder dit voorbehoud worden de volgende opmerkingen gemaakt.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt dat de analyse van de impact van het ontwerp, die uitgevoerd is krachtens de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging', plaatsgevonden heeft op 4 april 2018.

Zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, vormt de vervulling van een voorafgaand vormvereiste op een datum die het moment van de adiëring van de afdeling Wetgeving lang voorafgaat, op zich geen bezwaar.

Dat kan echter wel een probleem opleveren wanneer tussen het tijdstip waarop het vormvereiste is vervuld en dat waarop de afdeling Wetgeving wordt geadieerd, en *a fortiori* dat waarop de ontworpen tekst wordt vastgesteld, de juridische of feitelijke omstandigheden veranderd zijn of wanneer de kans bestaat dat die juridische of feitelijke omstandigheden in die tussentijd veranderen.

Dat is *in casu* het geval.

Enerzijds rijst de vraag of in een sector waarin de technologie uiterst snel evolueert, de opmerkingen die zijn gemaakt ter gelegenheid van een openbare raadpleging die drie jaar voor de adiëring van de afdeling Wetgeving heeft plaatsgevonden, nog altijd gelden, en of de ontworpen tekst geen aanleiding zou geven tot andere opmerkingen dan die welke drie jaar geleden zijn geformuleerd.

Anderzijds heeft het wettelijke kader tussen het tijdstip waarop de openbare raadpleging heeft plaatsgevonden en het tijdstip waarop de afdeling Wetgeving is geadieerd, aanzienlijke wijzigingen ondergaan. Zo bijvoorbeeld werd het volledige Europese rechtskader inzake elektronische communicatie, zoals vastgelegd in de richtlijnen, vervangen door richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 'tot vaststelling van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie' (hierna: "het Wetboek"), waarbij de richtlijnen 2002/19/EG, (1) 2002/20/EG, (2) 2002/21/EG (3) en 2002/22/EG (4) met ingang van 21 december 2020 werden ingetrokken, en dienden de lidstaten het Wetboek, krachtens de artikelen 124 en 125 ervan, uiterlijk op 21 december 2020 in intern recht om te zetten. Zoals hieronder in algemene opmerking 1 wordt uiteengezet, zijn de wijzigingen van het Europese regelgevingskader echter lang niet zonder gevolgen, inzonderheid wat de rechten voor het gebruik van het radiospectrum betreft.

Gelet op die context dient een nieuwe impactanalyse te worden uitgevoerd.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

CADRE JURIDIQUE ET FONDEMENT LÉGAL

1. L'arrêté en projet se situe dans un cadre plus général de réglementation des procédures et conditions d'octroi des autorisations du spectre radioélectrique conformément à la loi du 13 juin 2005.

À ce titre, des demandes d'avis portant sur cinq projets d'arrêtés royaux ont été introduites simultanément auprès de la section de législation.

Il s'agit des projets suivants :

– projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.766/4) ;

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour le présent avis) ;

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400 3800 MHz' (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.768/4) ;

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.769/4) ;

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.770/4).

Dans toutes les bandes de fréquences concernées, l'octroi des droits d'utilisation n'est pas défini dans le cadre des conditions d'une « autorisation générale », c'est-à-dire, pour reprendre la définition de cette notion à l'article 2, 22), du Code, « un cadre juridique mis en place par [l'autorité], qui garantit le droit de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques et qui fixe les obligations propres au secteur pouvant s'appliquer à tous les types de réseaux et de services de communications électroniques, ou à certains d'entre eux [...] », mais dans un système où ces droits sont conférés à la suite de procédures de candidatures et de mises aux enchères, aboutissant à la délivrance d'autorisations individuelles octroyées aux opérateurs.

Les arrêtés en projet entendent tous se fonder sur les dispositions en vigueur de la loi du 13 juin 2005, spécialement et selon le cas, ses articles 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 et 51.

Cette loi vise à transposer les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE, 2002/22/CE et 2002/58/CE (5), qui constituaient, jusqu'à récemment, le cadre juridique européen en matière de communications électroniques.

À ce propos, il y a lieu d'avoir égard plus spécialement à la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive 'autorisation'), dont l'article 5, paragraphe 1^{er}, qui avait trait aux droits d'utilisation des radiofréquences et des numéros, était rédigé comme suit :

« Lorsque cela est possible, notamment lorsque le risque de brouillage préjudiciable est négligeable, les États membres ne soumettent pas l'utilisation des radiofréquences à l'octroi de droits individuels d'utilisation, mais incluent les conditions d'utilisation de ces radiofréquences dans l'autorisation générale ».

2. Comme mentionné plus haut, le Code a abrogé les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE et 2002/22/CE, avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020.

Sur ce point, il convient de souligner que le Code, quel que soit son intitulé, n'est nullement une codification à droit constant des directives abrogées. Ainsi, si certaines dispositions qui figuraient dans ces directives ont été reprises telles quelles ou presque dans le Code, ce dernier comporte diverses modifications ou ajouts, qui ne sont pas de simple détail ou de pure forme.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE n'a pas été repris en tant que tel dans le Code. Son pendant est à trouver dans l'article 46, paragraphe 1, du Code, qui prévoit :

« Les États membres facilitent l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et limitent l'octroi de droits d'utilisation individuels du

ALGEMENE OPMERKINGEN

JURIDISCH KADER EN RECHTSGROND

1. Het ontworpen besluit valt binnen een algemener kader tot regeling van de procedures en voorwaarden voor het verlenen van de vergunningen voor het radiospectrum overeenkomstig de wet van 13 juni 2005.

In dat verband werden aan de afdeling Wetgeving tegelijkertijd vijf aanvragen om advies over ontwerpen van koninklijk besluit voorgelegd.

Het gaat om de volgende ontwerpen:

– ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de radiotoegang in de frequentieband 2500 2690 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.766/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag dit advies heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.768/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.769/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.770/4 heeft uitgebracht).

Voor al die frequentiebanden geldt dat de toekenning van de gebruiksrechten niet bepaald wordt in het kader van de voorwaarden van een "algemene machtiging", met andere woorden, zoals dat begrip is gedefinieerd in artikel 2, 22), van het Wetboek, een "regelgeving door [de autoriteit] waarbij rechten worden verleend voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken of -diensten en specifieke sectorgebonden verplichtingen worden vastgesteld die kunnen gelden voor alle of voor specifieke soorten elektronische communicatienetwerken en -diensten (...)", maar volgens een systeem waarin die rechten worden verleend na aanvraag- en veilingprocedures die leiden tot de afgifte van individuele vergunningen aan de operatoren.

Alle ontworpen besluiten zouden steunen op de geldende bepalingen van de wet van 13 juni 2005, meer in het bijzonder en naargelang van het geval op de artikelen 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 en 51.

Die wet strekt tot omzetting van de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG, 2002/22/EG en 2002/58/EG, (5) die tot voor kort het Europese rechtskader voor elektronische communicatie vormden.

In dat verband dient meer in het bijzonder rekening te worden gehouden met richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn) waarvan artikel 5, lid 1, dat betrekking had op de gebruiksrechten voor radiofrequenties en nummers, als volgt luidde:

"Waar mogelijk, in het bijzonder indien het gevaar van schadelijke interferentie te verwaarlozen is, onderwerpen de lidstaten het gebruik van radiofrequenties niet aan het verlenen van individuele gebruiksrechten, maar nemen zij de voorwaarden voor het gebruik van dergelijke radiofrequenties op in de algemene machtiging."

2. Zoals hierboven vermeld, werden bij het Wetboek de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG en 2002/22/EG ingetrokken met ingang van 21 december 2020 en dienden de lidstaten het Wetboek uiterlijk tegen 21 december 2020 om te zetten.

In dat verband dient te worden beklemtoond dat het Wetboek, ongeacht zijn opschrift, geenszins een codificatie zonder inhoudelijke wijzigingen van de ingetrokken richtlijnen is. Ook al worden sommige bepalingen die in die richtlijnen voorkwamen, ongewijzigd of bijna ongewijzigd overgenomen, het Wetboek bevat verschillende wijzigingen of toevoegingen die noch louter detailkwesties noch louter vormelijk zijn.

Zo bijvoorbeeld werd artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG niet als zodanig in het Wetboek opgenomen. De pendant ervan is te vinden in artikel 46, lid 1, van het Wetboek, dat luidt als volgt:

"De lidstaten vergemakkelijken het gebruik van radiospectrum, met inbegrip van gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigingen en zij beperken het verlenen van individuele gebruiksrechten voor

spectre radioélectrique aux situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés au deuxième alinéa. Dans tous les autres cas, ils établissent les conditions d'utilisation du spectre radioélectrique dans une autorisation générale.

À cette fin, les États membres déterminent le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation du spectre radioélectrique en tenant compte :

- a) des caractéristiques spécifiques du spectre radioélectrique concerné ;
- b) de la nécessité d'assurer la protection contre le brouillage préjudiciable ;
- c) du développement de conditions de partage du spectre radioélectrique fiables, le cas échéant ;
- d) de la nécessité d'assurer la qualité technique des communications ou du service ;
- e) des objectifs d'intérêt général fixés par les États membres conformément au droit de l'Union ;
- f) de la nécessité de préserver l'utilisation efficiente du spectre radioélectrique.

Lorsqu'ils examinent s'il y a lieu de délivrer des autorisations générales ou d'octroyer des droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique harmonisé, en tenant compte des mesures techniques d'application adoptées conformément à l'article 4 de la décision n° 676/2002/CE, les États membres s'efforcent de réduire au minimum les problèmes de brouillage préjudiciable, y compris dans les cas d'utilisation partagée du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels.

Le cas échéant, les États membres examinent la possibilité d'autoriser l'utilisation du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels, compte tenu des effets probables de différentes combinaisons d'autorisations générales et de droits d'utilisation individuels ainsi que du passage progressif d'une catégorie à l'autre sur la concurrence, l'innovation et l'entrée sur le marché.

Les États membres s'efforcent de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible ».

3. La comparaison entre l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE et l'article 46, paragraphe 1, du Code, révèle un changement dans la conception du cadre et de la philosophie juridiques en matière d'attribution de droits d'utilisation de radiofréquences.

Alors que la directive 2002/20/CE envisageait que les États membres ne soumettent pas l'attribution des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à des autorisations individuelles « lorsque cela était possible », le Code impose aux États membres de faciliter l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et de limiter l'octroi de droits d'utilisation individuels aux seules situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés par le Code, et ce en examinant préalablement la possibilité de combiner autorisation générale et droits d'utilisation individuels tout en s'efforçant de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible.

Il s'ensuit que désormais, avant de recourir à un régime d'autorisations individuelles, les États membres doivent se livrer à une analyse, sur la base de différents critères, et doivent être à même de démontrer de manière approfondie et détaillée la nécessité de recourir à un tel régime.

4. Le 10 juin 2021, la section de législation a donné l'avis n° 69.166/4 sur un avant-projet de loi « portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques ».

Cet avant-projet qui, comme son intitulé l'indique, entend assurer la transposition du Code, n'a pas encore été déposé sur le bureau de la Chambre des représentants.

radiospectrum tot situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om het efficiënt gebruik in het licht van de vraag te optimaliseren, rekening houdend met de in de tweede alinea vastgestelde criteria. In alle andere gevallen stellen zij de voorwaarden voor het gebruik van radiospectrum vast in een algemene machtiging.

Daartoe nemen de lidstaten een besluit inzake de meest geschikte regeling voor het machtigen van het gebruik van radiospectrum, rekening houdend met:

- a) de specifieke kenmerken van het betrokken radiospectrum;
- b) de noodzaak van bescherming tegen schadelijke interferentie;
- c) in voorkomend geval, de ontwikkeling van duidelijke voorwaarden voor gedeeld gebruik van radiospectrum;
- d) de noodzaak om de technische kwaliteit van communicatie of de dienst te verzekeren;
- e) andere doelstellingen van algemeen belang die door de lidstaten overeenkomstig het Unierecht worden bepaald;
- f) de noodzaak om een efficiënt radiospectrumgebruik te waarborgen.

Indien de lidstaten overwegen om een algemene machtiging of individuele gebruiksrechten voor het geharmoniseerde radiospectrum te verlenen, rekening houdend met de overeenkomstig Beschikking nr. 676/2002/EG vastgestelde technische uitvoeringsmaatregelen, spannen zij zich in om problemen in verband met schadelijke interferentie zoveel mogelijk te beperken, ook in gevallen van gedeeld gebruik van radiospectrum op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten.

Indien gepast overwegen de lidstaten de mogelijkheid om machtigingen voor het gebruik van radiospectrum te verstrekken op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten, daarbij rekening houdend met de mogelijke effecten van verschillende combinaties algemene machtigingen en individuele gebruiksrechten, en van geleidelijke overgangen van de ene categorie naar de andere, op concurrentie, innovatie en markttoegang.

De lidstaten streven ernaar zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen."

3. Uit de vergelijking tussen artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG en artikel 46, lid 1, van het Wetboek blijkt dat de opzet van de regelgeving en de rechtsopvattingen inzake het verlenen van gebruiksrechten voor radiofrequenties zijn gewijzigd.

Terwijl richtlijn 2002/20/EG ervoor wilde zorgen dat de lidstaten, "waar mogelijk", de rechten voor het gebruik van het radiospectrum niet zouden toewijzen via het verlenen van individuele gebruiksrechten, verplicht het Wetboek de lidstaten ertoe het gebruik van het radiospectrum, met inbegrip van het gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigingen te vergemakkelijken en het verlenen van individuele gebruiksrechten te beperken tot de situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om de efficiëntie van dat gebruik te maximaliseren in het licht van de vraag en rekening houdend met de criteria die vervat zijn in het Wetboek, en dit door voorafgaandelijk de mogelijkheid te onderzoeken om de algemene machtiging te combineren met individuele gebruiksrechten en tegelijkertijd ernaar te streven zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen.

Daaruit volgt dat de lidstaten voortaan, alvorens gebruik te maken van een systeem van individuele vergunningen, een analyse moeten uitvoeren aan de hand van verschillende criteria en in staat moeten zijn om de noodzaak van een dergelijk systeem grondig en gedetailleerd aan te tonen.

4. Op 10 juni 2021 heeft de afdeling Wetgeving advies 69.166/4 uitgebracht over een voorontwerp van wet 'houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie'.

Dat voorontwerp, dat zoals het opschrift ervan aangeeft de omzetting van het Wetboek beoogt, werd nog niet ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Concernant les dispositions des cinq projets d'arrêtés soumis pour avis, la section de législation relève que les articles 48, 49, 54 et 59 de cet avant-projet de loi envisagent respectivement de modifier, dans une large mesure, les articles 13, 13/1, 18 et 20, de la loi du 13 juin 2005, tandis que les articles 74 et 92 du même avant-projet entendent modifier dans une moindre mesure les articles 30 et 51 de la même loi.

Par ailleurs, il convient d'avoir égard, en particulier, à l'article 50 de cet avant-projet, qui se donne pour objet d'insérer dans la loi du 13 juin 2005 une disposition nouvelle, étant l'article 13/2, lequel entend transposer l'article 46 du Code et, à ce titre, reprend largement le texte de cette disposition.

5. Il en résulte que les cinq projets d'arrêtés qui sont soumis pour avis à la section de législation se donnent pour fondement juridique des dispositions législatives qui sont appelées à être modifiées dans une large mesure.

Ces modifications revêtent une importance fondamentale et devraient en principe intervenir dans un avenir très proche, puisqu'elles visent à transposer une directive dont le délai de transposition a été fixé au 20 décembre 2020.

Dans un tel contexte, s'il n'appartient pas, à ce stade, à la section de législation d'examiner la conformité des dispositions en projet aux futures dispositions législatives qui seraient adoptées en vue de transposer le Code, il convient néanmoins d'attirer l'attention de leurs auteurs sur les risques juridiques qui sont attachés à un procédé consistant à adopter des dispositions réglementaires qui procurent exécution à des dispositions législatives appelées à être modifiées incessamment en vue de faire écho à des normes de droit européen dont le délai de transposition est expiré.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté en projet ou l'une de ses dispositions. Cet article ne sera dès lors pas mentionné.

Au même alinéa, il y a lieu de mentionner également la modification apportée à l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005, par la loi du 31 juillet 2017, ainsi que les modifications apportées à l'article 30 de la même loi par les lois du 27 mars 2014 et du 27 juin 2021. Le préambule sera complété en conséquence.

2. À l'alinéa 5, il convient de mentionner les avis donnés par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT »), sur le texte en projet, le 7 janvier et le 12 mai 2021.

3. Il ressort des informations communiquées par la déléguée de la Ministre que l'IBPT a soumis le texte en projet à une nouvelle consultation publique qui s'est tenue du 16 juillet au 31 août 2021.

L'alinéa 6 mentionnera également cette consultation.

4. Le Comité de concertation a donné son accord sur le texte en projet le 26 mai 2021.

L'alinéa 7 sera complété aux fins de mentionner cette date et de viser non pas la « consultation » mais « l'accord » du Comité.

DISPOSITIF

Article 4

Aux fins de mieux définir l'habilitation conférée à l'IBPT par le paragraphe 4 de la disposition à l'examen et garantir sa conformité avec l'article 13 de la loi du 13 juin 2005, ainsi qu'avec l'article 3 du Code, spécialement son paragraphe 2.c), évoqués dans le rapport au Roi, il convient de compléter ce paragraphe en vue de mentionner que l'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

Article 7

L'article 7 entend permettre à l'IBPT d'autoriser des opérateurs à partager des droits d'utilisation pour des fréquences. Cette disposition fixe les conditions et la procédure relatives à cette autorisation.

La section de législation n'aperçoit pas quel pourrait être le fondement juridique du système d'autorisation de partage ainsi mis en place.

Met betrekking tot de bepalingen van de vijf om advies voorgelegde ontwerpen van besluit merkt de afdeling Wetgeving op dat de artikelen 48, 49, 54 en 59 van dat voorontwerp van wet voorzien in een verregaande wijziging van respectievelijk de artikelen 13, 13/1, 18 en 20 van de wet van 13 juni 2005, terwijl de artikelen 74 en 92 van datzelfde voorontwerp ertoe strekken de artikelen 30 en 51 van dezelfde wet minder verregaand te wijzigen.

Daarnaast dient inzonderheid rekening te worden gehouden met artikel 50 van dat voorontwerp, dat ertoe strekt in de wet van 13 juni 2005 een nieuwe bepaling op te nemen, namelijk artikel 13/2 dat strekt tot omzetting van artikel 46 van het Wetboek en daartoe de tekst van die bepaling grotendeels overneemt.

5. Daaruit volgt dat de vijf ontwerpen van besluit die om advies zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving, rechtsgrond ontlenen aan wettelijke bepalingen die verregaand zullen worden gewijzigd.

Die wijzigingen zijn van fundamenteel belang en zouden in beginsel in de zeer nabije toekomst moeten plaatsvinden, aangezien ze ertoe strekken een richtlijn om te zetten waarvoor de omzettingstermijn liep tot 20 december 2020.

Hoewel het in dit stadium niet aan de afdeling Wetgeving staat om in een dergelijke context te onderzoeken of de ontworpen bepalingen in overeenstemming zijn met de toekomstige wettelijke bepalingen die met het oog op de omzetting van het Wetboek zouden worden aangenomen, dient de aandacht van de stellers ervan te worden gevestigd op de juridische risico's die zijn verbonden aan een handelswijze die erin bestaat verordenende bepalingen aan te nemen die uitvoering geven aan wetbepalingen die binnenkort worden gewijzigd teneinde tegemoet te komen aan Europeesrechtelijke normen waarvoor de omzettingstermijn is verstreken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Wat het eerste lid betreft, verleent artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 geen rechtsgrond aan het ontworpen besluit of een van zijn bepalingen. Dat artikel moet dus niet worden vermeld.

In hetzelfde lid dient ook de wijziging te worden vermeld die bij de wet van 31 juli 2017 is aangebracht in artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005, alsook de wijzigingen die in artikel 30 van dezelfde wet zijn aangebracht bij de wetten van 27 maart 2014 en 27 juni 2021. De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. In het vijfde lid dienen de adviezen te worden vermeld die het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "het BIPT") op 7 januari en 12 mei 2021 over de ontworpen tekst heeft gegeven.

3. Uit de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft meegedeeld, blijkt dat het BIPT over de ontwerp tekst een nieuwe openbare raadpleging heeft gehouden die van 16 juli tot 31 augustus 2021 liep.

In het zesde lid moet ook die raadpleging worden vermeld.

4. Het Overlegcomité heeft op 26 mei 2021 zijn goedkeuring gehecht aan de ontwerp tekst.

In het zevende lid moet die datum worden bijgeschreven, en moet niet naar "de raadpleging" maar naar "de akkoordbevinding" van het Comité worden verwezen.

DISPOSITIEF

Artikel 4

Om de machtiging die bij paragraaf 4 van de voorliggende bepaling aan het BIPT wordt verleend, beter te definiëren, en om te garanderen dat ze in overeenstemming is met artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 en met artikel 3 van het Wetboek, in het bijzonder paragraaf 2.c) ervan, die in het verslag aan de Koning ter sprake komen, dient die paragraaf 4 te worden aangevuld. Hij moet vermelden dat die aan het BIPT verleende machtiging ten uitvoer moet worden gelegd met het oog op de bevordering van een doeltreffend, efficiënt en gecoördineerd gebruik van het radiospectrum.

Artikel 7

Luidens artikel 7 kan het BIPT operatoren toestaan gebruiksrechten voor frequenties te delen. Het artikel stelt de voorwaarden en de procedure voor die toestemming vast.

De afdeling Wetgeving begrijpt niet wat de rechtsgrond zou kunnen zijn van de aldus ingevoerde regeling inzake de toestemming voor het delen.

Plus spécialement, l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 dispose comme suit :

« Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation de radiofréquences utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, sont fixées par le Roi, par un arrêté pris après l'avis de l'Institut et après délibération en Conseil des ministres, et peuvent uniquement porter sur :

1° le service ou la technologie concernée, pour lesquels les droits d'utilisation de la radiofréquence sont accordés, y compris, le cas échéant, les exigences de couverture et de qualité ;

2° l'utilisation effective et efficace des radiofréquences conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;

3° [...] ;

4° la durée maximale sous réserve de modifications du plan national de fréquences ;

5° le transfert des droits à l'initiative du titulaire des droits, et les conditions applicables au transfert ;

6° les redevances d'utilisation conformément à l'article 30 ;

7° les engagements pris par l'opérateur ayant obtenu le droit d'utilisation en matière de radiofréquences au cours de la procédure de sélection ;

8° [...] ;

9° [...] ;

10° le cas échéant, les conditions d'indemnisation des précédents utilisateurs de la bande de fréquences concernée ».

Il s'ensuit que les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation que le Roi peut fixer sont limitées aux seuls objets ainsi énumérés, lesquels ne comportent pas les conditions de partage des droits d'utilisation.

Il convient par ailleurs de relever que si la cession et la location de droits d'utilisation sont expressément visés par l'article 19 de la même loi, le partage de droits d'utilisation n'y est pas visé.

Enfin, comme mentionné ci-avant, la section de législation a été saisie récemment d'un avant-projet de loi « portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques », sur lequel elle a donné l'avis n° 69.166/4 le 10 juin 2021.

L'article 54 de cet avant-projet entend remplacer l'article 18, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 par une disposition nouvelle dont l'alinéa 3 est similaire à l'alinéa 1^{er} de l'article 18, § 1^{er}, en vigueur.

À la différence de celui-ci, la disposition en projet, appelée à former l'article 18, § 1^{er}, alinéa 3, telle qu'elle figure dans l'avant-projet examiné dans l'avis n° 69.166/4, mentionne expressément, parmi les seuls objets sur lesquels peuvent porter les conditions d'exercice des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à fixer par le Roi,

« 7° l'obligation de mettre en commun ou de partager le spectre radioélectrique ou de permettre à d'autres utilisateurs d'accéder au spectre radioélectrique dans des régions spécifiques ou au niveau national » (6).

Cet objet constitue une innovation par rapport à l'article 18, § 1^{er}, en vigueur. Par ailleurs, il concerne non pas le partage des droits d'utilisation à l'initiative des opérateurs mais l'obligation de mettre en commun ou de partager le spectre.

Dans le contexte ainsi exposé, à défaut d'habilitation expresse donnée au Roi par l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 en vue de régler les conditions de partage entre opérateurs des droits d'utilisation pour des fréquences radioélectriques, la section de législation n'aperçoit pas quel pourrait être le fondement juridique de l'article.

Article 8

1. L'article 8 a trait au montant et à certaines modalités de la redevance annuelle « de mise à disposition des fréquences » qui sera due par les opérateurs à qui auront été octroyés des droits d'utilisation.

L'objet exact de ce qu'entend couvrir cette redevance n'est pas précisé dans la disposition à l'examen.

2. Cette disposition entend procurer exécution à l'article 30, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 13 juin 2005, qui confère au Roi une large habilitation en la matière.

Artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt meer in het bijzonder het volgende:

“De voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van gebruiksrechten voor radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, worden door de Koning vastgesteld bij een besluit, genomen na advies van het Instituut en vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en mogen enkel verband houden met:

1° de betreffende dienst of de technologie waarvoor de gebruiksrechten voor de radiofrequentie zijn verleend, in voorkomend geval met inbegrip van de dekkingvereisten en kwaliteitseisen;

2° het daadwerkelijk en efficiënt gebruik van radiofrequenties overeenkomstig de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen;

3° (...);

4° de maximumduur onder voorbehoud van wijzigingen van het nationale frequentieplan;

5° de overdracht op initiatief van de houder van de rechten en de daarvoor geldende voorwaarden;

6° de gebruiksheffingen overeenkomstig artikel 30;

7° de toezeggingen die de operator die het gebruiksrecht inzake de radiofrequenties heeft verkregen, in de loop van de selectieprocedure heeft gedaan;

8° (...);

9° (...);

10° in voorkomend geval, de voorwaarden met betrekking tot de vergoeding van de vorige gebruikers van de betrokken frequentieband.”

Daaruit volgt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die de Koning kan vaststellen, beperkt zijn tot louter de aldus opgesomde doeleinden. Voorwaarden voor het delen van gebruiksrechten behoren daar niet toe.

Voorts dient te worden opgemerkt dat artikel 19 van dezelfde wet wel uitdrukkelijk melding maakt van de overdracht en de verhuur van gebruiksrechten, maar niet van het delen van gebruiksrechten.

Ten slotte is, zoals hierboven is aangegeven, de afdeling Wetgeving onlangs geadieerd met betrekking tot een voorontwerp van wet “houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie”, waarover ze op 10 juni 2021 advies 69.166/4 heeft gegeven.

Artikel 54 van dat voorontwerp strekt ertoe artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005 te vervangen door een nieuwe bepaling waarvan het derde lid vergelijkbaar is met het eerste lid van het momenteel geldende artikel 18, § 1.

Anders dan dat eerste lid, vermeldt de ontworpen bepaling die artikel 18, § 1, derde lid, moet worden zoals weergegeven in het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht, uitdrukkelijk de enige doeleinden waarop de door de Koning vast te stellen voorwaarden voor de uitoefening van de gebruiksrechten betreffende het radiospectrum betrekking mogen hebben, waaronder:

“7° de verplichting om radiospectrum te bundelen of te delen of om toegang tot radiospectrum toe te staan aan andere gebruikers in specifieke regio's of op nationaal niveau.” (6)

Dat doeleinde is iets nieuws ten opzichte van het geldende artikel 18, § 1. Het heeft overigens niet betrekking op het delen van de gebruiksrechten op initiatief van de operatoren, maar op de verplichting het spectrum te bundelen of te delen.

In de aldus geschetste context en in zoverre artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 de Koning geen uitdrukkelijke machtiging verleent om de voorwaarden te regelen voor het delen van de gebruiksrechten inzake radiofrequenties tussen operatoren, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk op welke rechtsgrond het artikel zou kunnen berusten.

Artikel 8

1. Artikel 8 heeft betrekking op het bedrag van en bepaalde regels inzake het jaarlijkse recht “voor de terbeschikkingstelling van frequenties” dat de operatoren aan wie gebruiksrechten zijn toegekend, moeten betalen.

In de voorliggende bepaling wordt niet gepreciseerd wat juist met dat recht wordt vergoed.

2. De bepaling strekt ertoe uitvoering te verlenen aan artikel 30, §§ 1 en 2, van de wet van 13 juni 2005, waarbij aan de Koning een ruime machtiging ter zake wordt verleend.

Ceci étant précisé, il convient de ne pas perdre de vue trois éléments :

1° En droit interne, il convient de rappeler que, comme la section de législation l'a déjà observé, la redevance (en néerlandais « retributie ») se définit comme étant une rétribution financière d'un service accompli par l'autorité en faveur du redevable considéré individuellement. En outre, il doit exister une proportion raisonnable entre, d'une part, la valeur du service fourni et, d'autre part, la redevance exigée; à défaut de pareille proportion, la redevance perd son caractère de rétribution pour revêtir un caractère fiscal (7).

2° L'article 30 de la loi du 13 juin 2005, ainsi que la disposition à l'examen, mettent en œuvre la possibilité conférée aux États membres par l'article 42 (8) du Code.

L'article 42 du Code, intitulé « Redevances pour les droits d'utilisation du spectre radioélectrique et les droits de mettre en place des ressources », dispose comme suit :

« 1. Les États membres peuvent permettre à l'autorité compétente de soumettre à une redevance les droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou les droits de mettre en place sur, au-dessus ou au-dessous des propriétés publiques ou privées, des ressources qui sont utilisées pour la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques et des ressources associées, afin d'assurer une utilisation optimale de ces ressources. Les États membres font en sorte que ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à la finalité pour laquelle elles sont destinées et tiennent compte des objectifs généraux de la présente directive.

2. En ce qui concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique, les États membres s'efforcent de veiller à ce que les redevances applicables soient fixées à un niveau garantissant une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique, notamment en :

a) fixant des prix de réserve à titre de redevances minimales pour les droits d'utilisation du spectre radioélectrique en ayant égard à la valeur que ces droits peuvent avoir s'ils sont utilisés différemment ;

b) tenant compte des coûts résultant des conditions dont sont assortis les droits ; et

c) appliquant, dans la mesure du possible, des modalités de paiement liées à la disponibilité réelle pour l'utilisation du spectre radioélectrique ».

Au regard notamment des exigences de justification objective, de transparence, de non-discrimination et de proportionnalité qui figurent à l'article 42, ainsi que compte tenu des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits aux articles 10 et 11 de la Constitution, l'autorité qui fixe le régime juridique des redevances concernées doit être en mesure d'établir les motifs précis, exacts en fait, admissibles en droit, pertinents et adéquats, susceptibles de justifier ce régime, spécialement les différences de traitements opérées au sein de celui-ci, ainsi que celles opérées entre les destinataires de ce régime et les opérateurs auxquels il ne s'appliquerait pas mais dont la situation pourrait être, sous des aspects déterminés, qualifiée de similaire à celles des premiers.

3° L'exercice du pouvoir conféré aux États membres par l'article 42 du Code de prévoir que les droits d'utilisation des radiofréquences sont soumis à une redevance est subordonné à des conditions précises :

– Tout d'abord, la redevance ne peut être prévue qu'« afin d'assurer une utilisation optimale de ces ressources » (en l'espèce, les radiofréquences) – c'est également ce que prévoit l'article 30, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005.

– Ensuite, les États membres doivent faire en sorte que « ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à la finalité pour laquelle elles sont destinées et tiennent compte des objectifs généraux de la présente directive ». Des exigences de justification et de proportionnalité similaires sont imposées aux États membres par les articles 18 et 19 du Code, s'agissant de modifier les droits, les conditions et les procédures applicables aux droits d'utilisation.

– Enfin, les États membres doivent s'efforcer de veiller à ce que « les redevances applicables soient fixées à un niveau garantissant une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique », « notamment en [...] fixant des prix de réserve à titre de redevances minimales pour les droits d'utilisation du spectre radioélectrique en ayant égard à la valeur que ces droits peuvent avoir s'ils sont utilisés différemment [...] en tenant compte des coûts résultant des conditions

In het licht van die verduidelijking mag men drie elementen niet uit het oog verliezen:

1° Wat het interne recht betreft, dient er nogmaals op gewezen te worden dat, zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, de Franse term "redevance" (in het Nederlands "retributie") wordt gedefinieerd als een geldelijke vergoeding van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de retributieplichtige, individueel beschouwd. Bovendien moet er een redelijke verhouding bestaan tussen enerzijds de waarde van de bewezen dienst en anderzijds de gevorderde retributie; bij gemis van een zodanige verhouding verliest de retributie haar vergoedend karakter en wordt ze fiscaal van aard (7).

2° Bij artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 alsook bij de voorliggende bepaling wordt de mogelijkheid die bij artikel 42 (8) van het Wetboek aan de lidstaten wordt gegeven, ten uitvoer gelegd.

Artikel 42 van het Wetboek, dat het opschrift "Vergoedingen voor gebruiksrechten voor radiospectrum en rechten om faciliteiten te installeren" draagt, luidt als volgt:

"1. De lidstaten kunnen de bevoegde instantie toestaan de gebruiksrechten voor radiospectrum of rechten om faciliteiten die worden gebruikt voor de levering van elektronische communicatienetwerken of -diensten en aanverwante faciliteiten te installeren op, over of onder openbare of particuliere eigendom, te onderwerpen aan vergoedingen die een optimaal gebruik van die middelen waarborgen. De lidstaten zorgen ervoor dat die vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn, en in verhouding staan tot het beoogde doel en zij houden rekening met de algemene doelstellingen van deze richtlijn.

2. Met betrekking tot de gebruiksrechten voor radiospectrum trachten de lidstaten ervoor te zorgen dat de toepasselijke vergoedingen worden vastgesteld op een niveau dat efficiënte toewijzing en gebruik van radiospectrum garandeert, onder andere door:

a) reserveprijzen vast te stellen als minimumvergoeding voor gebruiksrechten voor radiospectrum door rekening te houden met de waarde van die rechten bij hun mogelijke alternatieve toepassingen;

b) rekening te houden met de kosten die worden gemaakt als gevolg van aan die rechten verbonden voorwaarden; en

c) zo veel mogelijk de betalingsregelingen in verband met de daadwerkelijke beschikbaarheid voor het gebruik van het radiospectrum toe te passen."

Inzonderheid uit het oogpunt van de vereisten inzake objectieve rechtvaardiging, transparantie, non-discriminatie en evenredigheid die artikel 42 vermeldt, alsook gelet op de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, moet de wetgever die de betreffende heffingen juridisch regelt, in staat zijn de precieze, feitelijk juiste en in rechte aanvaardbare, relevante en deugdelijke motieven op te geven waarmee die regeling kan worden gerechtvaardigd. Het gaat met name om het rechtvaardigen van de verschillen in behandeling die in die regeling vervat zijn en de verschillen in behandeling die de regeling doet ontstaan tussen de adressaten van die regeling en de operatoren voor wie de regeling niet zou gelden maar die zich onder bepaalde aspecten in een soortgelijke situatie als de adressaten zouden kunnen bevinden.

3° Er gelden precieze voorwaarden voor de uitoefening van de bevoegdheid die de lidstaten bij artikel 42 van het Wetboek is verleend om te voorzien in vergoedingen voor de gebruiksrechten voor radiofrequenties:

– Ten eerste mogen enkel vergoedingen worden opgelegd "die een optimaal gebruik van die middelen waarborgen" (in dit geval: van de radiofrequenties) – dat is ook wat artikel 30, § 1, van de wet van 13 juni 2005 voorschrijft.

– Vervolgens moeten de lidstaten ervoor zorgen dat "die vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn, (...) in verhouding staan tot het beoogde doel en (...) rekening [houden] met de algemene doelstellingen van deze richtlijn". De artikelen 18 en 19 van het Wetboek leggen aan de lidstaten soortgelijke eisen inzake rechtvaardiging en proportionaliteit op wanneer er sprake is van een wijziging van de rechten, voorwaarden en procedures die op de gebruiksrechten van toepassing zijn.

– Ten slotte moeten de lidstaten trachten ervoor te zorgen dat "de toepasselijke vergoedingen worden vastgesteld op een niveau dat efficiënte toewijzing en gebruik van radiospectrum garandeert", "onder andere door (...) reserveprijzen vast te stellen als minimumvergoeding voor gebruiksrechten voor radiospectrum door rekening te houden met de waarde van die rechten bij hun mogelijke alternatieve toepassingen [...] rekening te houden met de kosten die worden gemaakt als

dont sont assortis les droits et [...] en appliquant, dans la mesure du possible, des modalités de paiement liées à la disponibilité réelle pour l'utilisation du spectre radioélectrique ».

Sur les différents aspects évoqués aux points 1°, 2° et 3°, ci avant, il appartient aux auteurs du projet d'être en mesure d'établir, dans le rapport au Roi, les éléments précis et concrets de nature à démontrer que :

– Au regard du droit interne, les montants prévus par la disposition à l'examen sont raisonnablement proportionnés à la valeur du service de gestion des droits d'utilisation et de mise à disposition des fréquences ; cette exigence suppose avant tout que l'objet exact du service de gestion concerné soit défini ;

– Les différentes exigences de l'article 42 du Code sont effectivement rencontrées. Cette exigence suppose que des éléments concrets, clairs et précis, figurent dans le rapport au Roi (9), spécialement dans l'intérêt des destinataires de la norme. Par ailleurs, cette justification devra avoir égard à la circonstance que l'article 30, § 1^{er}/1, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, prévoit le paiement d'une redevance dite « unique » pour les bandes de fréquences considérées avec laquelle la redevance envisagée par l'arrêté en projet est ajoutée à se cumuler.

Sur ces deux points, il convient spécialement de relever que tant en ce qui concerne la notion de « redevance » en droit interne que quant au respect du principe de proportionnalité en général, notamment au regard de l'article 42 du Code, la disposition à l'examen pose question :

– En ce qu'elle prévoit que « le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question » ;

– En ce qu'elle prévoit que la redevance annuelle est réduite de 50 % les trois premières années ;

– En ce que la prise de cours de la redevance annuelle prend comme point de référence le début de la période de validité des droits et non la date de mise à disposition effective de ceux-ci, et ce, selon le rapport au Roi, en vue d'éviter une thésaurisation du spectre.

3. En conclusion, la disposition à l'examen sera réexaminée à la lumière des observations qui précèdent, et le rapport au Roi sera complété en conséquence.

Pour le surplus, et s'agissant plus spécialement des justifications techniques et économiques, il n'appartient pas à la section de législation d'organiser un débat contradictoire entre les auteurs du projet et les opérateurs ou agents économiques intéressés pour se prononcer sur les différents aspects du dossier et notamment sur la conformité du système envisagé par le texte en projet avec les exigences de l'article 42 du Code (10).

Article 10

Il y a lieu de constater que l'obligation d'information imposée au paragraphe 1^{er}, manque de précision, notamment quant aux modalités de la publication de l'information destinée au « public ».

La disposition gagnerait à être plus précise sur ce point (11).

Article 27

La section de législation n'aperçoit pas quelle est la portée de l'habilitation conférée à l'IBPT par le paragraphe 8.

Sur ce point, il est rappelé qu'aucun pouvoir réglementaire ne peut en principe être conféré à l'IBPT, autorité administrative indépendante, si ce n'est sur des aspects limités et techniques, tels qu'il est permis de considérer que l'IBPT – qui doit appliquer la réglementation concernée est également le mieux placé pour l'élaborer. Encore faut-il qu'une autorité politiquement responsable puisse endosser la responsabilité des règlements concernés, soit parce que cette autorité –

– en l'occurrence, le Roi – interviendra sur proposition de l'IBPT, soit parce que cette même autorité devra approuver les mesures réglementaires. Cette dernière condition pourrait, le cas échéant, ne pas devoir être remplie pour l'adoption de mesures éminemment techniques et n'intervenant que dans des cas où le pouvoir réglementaire ne suppose pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité, parce que, par exemple, le droit européen détermine déjà l'intégralité, ou presque, de la réglementation concernée (12).

gevolg van aan die rechten verbonden voorwaarden[,] en (...) zo veel mogelijk de betalingsregelingen in verband met de daadwerkelijke beschikbaarheid voor het gebruik van het radiospectrum toe te passen”.

Wat de verschillende aspecten betreft die hierboven in de punten 1°, 2° en 3° ter sprake zijn gebracht, moeten de stellers van het ontwerp in het verslag aan de Koning de precieze en concrete elementen kunnen opgeven waarmee kan worden aangetoond dat:

– de bedragen waarin de voorliggende bepaling voorziet, uit het oogpunt van het interne recht redelijkerwijs in verhouding staan tot de waarde van de dienst die bestaat in het beheer van de gebruiksrechten en de terbeschikkingstelling van de frequenties; dat vereiste veronderstelt in de eerste plaats een omschrijving van wat die dienst voor het beheer precies inhoudt;

– daadwerkelijk is voldaan aan de verschillende vereisten van artikel 42 van het Wetboek. Dit vereiste veronderstelt dat het verslag aan de Koning concrete, duidelijke en precieze elementen bevat (9), meer bepaald in het belang van de adressaten van de norm. Voor die rechtvaardiging dient men er voorts rekening mee te houden dat artikel 30, § 1/1, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 voorziet in de betaling van een zogenoemde “enige” heffing voor de in aanmerking genomen frequentiebanden, die gecumuleerd zou worden met de rechten die het ontworpen besluit in het vooruitzicht stelt.

Wat die beide punten betreft, dient speciaal te worden gewezen op de vragen die de voorliggende bepaling doet rijzen zowel in verband met het begrip “recht” in het interne recht als in verband met de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel in het algemeen, met name ten aanzien van artikel 42 van het Wetboek,

– in zoverre wordt bepaald dat “[h]et bedrag van dat recht (...) onafhankelijk [is] van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren”;

– in zoverre wordt bepaald dat de jaarlijkse rechten de eerste drie jaren met 50% worden verminderd;

– in zoverre de datum vanaf wanneer het jaarlijkse recht verschuldigd is, wordt berekend vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten, en niet vanaf de datum waarop die gebruiksrechten daadwerkelijk ter beschikking worden gesteld, en dit om te vermijden dat het spectrum wordt “gehamsterd”, zoals het in het verslag aan de Koning luidt.

3. De conclusie is dat de voorliggende bepaling opnieuw moet worden onderzocht in het licht van de voorgaande opmerkingen, en dat het verslag aan de Koning in overeenstemming daarmee moet worden aangevuld.

Bovendien, en meer in het bijzonder in verband met de technische en economische rechtvaardigingen, staat het niet aan de afdeling Wetgeving een debat op tegenspraak tussen de stellers van het ontwerp en de betrokken operatoren of economische actoren te organiseren, teneinde zich te kunnen uitspreken over de verschillende aspecten van het dossier, en met name over de vraag of de regeling die de ontwerpstekst uitwerkt, in overeenstemming is met de vereisten van artikel 42 van het Wetboek (10).

Artikel 10

Er moet worden opgemerkt dat de informatieplicht opgelegd bij paragraaf 1, niet nauwkeurig genoeg is, meer bepaald wat betreft de wijze van bekendmaking van de informatie bestemd voor het “publiek”.

De bepaling dient op dat punt nauwkeuriger te zijn (11).

Artikel 27

De afdeling Wetgeving begrijpt niet wat de strekking is van de machtiging die bij paragraaf 8 aan het BIPT wordt verleend.

Dienaangaande wordt in herinnering gebracht dat aan het BIPT, dat een onafhankelijke administratieve overheid is, in principe geen verordeningbevoegdheid kan worden verleend tenzij voor technische nevenaspecten waarvoor ervan uitgegaan kan worden dat het BIPT, dat de regelgeving in kwestie moet toepassen, eveneens de meest aangewezen instantie is om ze uit te werken. Daarenboven moet de verantwoordelijkheid voor die verordeningen kunnen worden opgenomen door een politiek verantwoordelijke overheid, ofwel doordat die overheid

– in casu de Koning – optreedt op voorstel van het BIPT, ofwel doordat ze de verordeningmaatregelen moet goedkeuren. Die laatste voorwaarde hoeft in voorkomend geval niet te worden vervuld voor uiterst technische maatregelen die slechts genomen worden in gevallen waarin de verordeningbevoegdheid niet veronderstelt dat een echte beoordelingsbevoegdheid wordt uitgeoefend die opportuiniteitskeuzes impliceert, bijvoorbeeld wanneer de betrokken regelgeving al volledig of bijna volledig in het Europese recht is vastgelegd (12).

La disposition à l'examen sera revue à la lumière de cette observation.

Article 43

Dans la version française les mots « La ministre » seront remplacés par les mots « Le ministre », le mot « ministre » étant épïcène¹³.

LE GREFFIER,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRESIDENT,
Martine BAGUET

Notes

(1) Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive « accès »)'.
(2) Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « autorisation »)'.
(3) Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « cadre »)'.
(4) Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel »)'.
(5) Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 'concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques)'.
(6) Le partage des droits d'utilisation est également visé aux articles 2, 33/4^o (article 32, 25^o, de l'avant-projet examiné dans l'avis n^o 69.166/4), et 13/2 (article 50 de l'avant-projet examiné dans l'avis n^o 69.166/4), qui ne confèrent toutefois pas d'habilitation au Roi.
(7) Sur la notion de redevance, voir notamment l'avis n^o 37.844/3 donné le 1^{er} février 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 aout 2005 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant le montant des rétributions visées à l'article 13bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/37844.pdf> ; l'avis n^o 37.295/4 donné le 28 juin 2004 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 2005 'relatives aux communications électroniques', Doc. parl., Chambre, 2004 2005, n^o 51 1425/1 et 1426/1, pp. 227-228, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/37295.pdf>, et l'avis n^o 47.625/4 donné le 24 février 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 13 décembre 2010 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification', Doc. parl., Chambre, 2010, n^o 202/002, pp. 68-110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47625.pdf> ; voir également C.C., 17 décembre 2003, n^o 164/2003, ainsi que C.C., 13 mars 2008, n^o 54/2008; P. GOFFAUX, Dictionnaire de droit administratif, Bruylant, Bruxelles 2006, pp. 220 à 223 et les références citées, e.a. Cass., 28 janvier 1988, P., 1988, I, 619 et Cass., 10 mai 2002, RG C. 010034 F.
(8) Anciennement : l'article 13 de la directive 2002/20/CE.
(9) Ce, en prenant en considération les intérêts légitimes et droits des agents économiques concernés quant à la divulgation de certaines données.
(10) L'ensemble de ces observations est inspiré par des observations formulées notamment dans l'avis n^o 53.397/4 donné le 28 mai 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2013 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53397.pdf> et dans l'avis n^o 68.877/4 donné le 29 mars 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 27 juin 2021 'portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68877.pdf>.
(11) Voir, en ce sens, l'avis n^o 47.981/4 donné le 7 avril 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47981.pdf>, ainsi que l'avis n^o 53.397/4.
(12) Voir l'avis 69.166/4.
(13) Principes de technique législative Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^o 167.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 43

In de Franse tekst moeten de woorden "La ministre" worden vervangen door de woorden "Le ministre", die immers een neutrale, gemeenschachtige betekenis hebben.¹³

DE GRIFFIER,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

DE VOORZITTER,
Martine BAGUET

Nota's

(1) Richtlijn 2002/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de toegang tot en interconnectie van elektronische-communicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten (Toegangsrichtlijn)'.
(2) Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn)'.
(3) Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn)'.
(4) Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Universele dienstrichtlijn)'.
(5) Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 'betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie)'.
(6) Het delen van gebruiksrechten wordt ook vermeld in de artikelen 2, 33/4^o (artikel 32, 25^o, van het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht) en 13/2 (artikel 50 van het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht), maar in die artikelen wordt geen machtiging aan de Koning verleend.
(7) Zie, wat het begrip retributie betreft, meer bepaald advies 37.844/3, op 1 februari 2005 verstrekt over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van het bedrag van de bijdragen bedoeld in artikel 13bis van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/37844.pdf>; advies 37.295/4, op 28 juni 2004 verstrekt over een voorontwerp dat de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' is geworden, Parl.St. Kamer 2004-05, nr. 51-1425/001 en 1426/001, 227-228, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/37295.pdf>; en advies 47.625/4, op 24 februari 2010 verstrekt over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 december 2010 'tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie-diensten', Parl.St. Kamer 2010, nr. 202/002, 68-110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47625.pdf>; zie ook Grondwettelijk Hof 17 december 2003, nr. 164/2003, en 13 maart 2008, nr. 54/2008; P. Goffaux, Dictionnaire de droit administratif, Bruylant, Brussel 2006, 220 tot 223, en de geciteerde referenties, o.a. Cass. 28 januari 1988, Pas., 1988, I, 619 en Cass. 10 mei 2002, AR C. 010034 F.
(8) Voorheen: artikel 13 van richtlijn 2002/20/EG.
(9) Hierbij dient men de legitieme belangen en rechten van de betreffende economische actoren in aanmerking te nemen, voor wat betreft de bekendmaking van bepaalde gegevens.
(10) Al deze opmerkingen zijn geïnspireerd door opmerkingen die eerder zijn gemaakt, met name in advies 53.397/4, op 28 mei 2013 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 6 juni 2013 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53397.pdf>, en in advies 68.877/4, op 29 maart 2021 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 27 juni 2021 'houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68877.pdf>.
(11) Zie in die zin advies 47.981/4, op 7 april 2010 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 22 december 2010 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47981.pdf>, alsook advies 53.397/4.
(12) Zie advies 69.166/4.
(13) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-conse.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167.

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012, par la loi du 27 mars 2014 et par la loi du 31 juillet 2017, l'article 20, § 1^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2 et l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013, par la loi du 27 mars 2014 et par la loi du 27 juin 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2018, le 12 avril 2018, le 14 décembre 2020 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;

Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 et du 22 octobre au 29 octobre du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu la consultation publique organisée par le Conseil de l'IBPT à la demande de la ministre des télécommunications concernant le cadre réglementaire pour l'organisation d'une mise aux enchères multibandes, qui s'est déroulée du 16 juillet au 31 août 2021 ;

Vu l'accord du Comité de concertation du 24 novembre 2021 ;

Vu l'avis 69.767/4 du Conseil d'État, donné le 4 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 22 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Terminologie et définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final ;
- 2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base ;
- 3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;
- 4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4 ;
- 5° "opérateur 1400 MHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;
- 6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1^{re}, Livre 1^{er}, Titre 4, Chapitre 1^{er}, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;
- 7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :
 - a) la première personne, et ;
 - b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;
 - c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;
 - d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 1427-1517 MHz

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, bij de wet van 27 maart 2014 en bij de wet van 31 juli 2017, artikel 20, § 1, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2 en artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013, bij de wet van 27 maart 2014 en bij de wet van 27 juni 2021 ;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 29 maart 2018, 12 april 2018, 14 december 2020 en 19 oktober 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020 en op 19 oktober 2021 ;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021 ;

Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 en van 22 oktober tot 29 oktober 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie ;

Gelet op de openbare raadpleging georganiseerd door de Raad van het BIPT op verzoek van de minister van Telecommunicatie betreffende het regelgevingskader voor de organisatie van een multibandveiling, die heeft plaatsgevonden van 16 juli tot 31 augustus 2021 ;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité van 24 november 2021 ;

Gelet op advies 69.767/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 22 oktober 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Terminologie en definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker ;
- 2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation ;
- 3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen ;
- 4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4 ;
- 5° "1400 MHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven ;
- 6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt ;
- 7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon") :
 - a) de eerste persoon, en ;
 - b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en ;
 - c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en ;
 - d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en ;

e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1^{re}, Livre 1^{er}, Titre 4, Chapitre 2;

8° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 24 à 34, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.

CHAPITRE 2. — Généralités

Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.

Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 40, § 2.

A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.

§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 1400 MHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 1400 MHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.

CHAPITRE 3. — Utilisation des fréquences

Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 7, les blocs de fréquences suivants :

1° le bloc de fréquences 1427-1452 MHz;

2° le bloc de fréquences 1492-1517 MHz;

3° 8 blocs de fréquences génériques de 5 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 1452 MHz et 1492 MHz.

Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 26, les blocs visés au 3° sont numérotés de 1 à 8. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.

§ 2. La bande de fréquences 1427-1517 MHz est réservée à l'émission par les stations de base.

§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 1400 MHz ne peut détenir que 45 MHz au maximum dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz.

Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 1400 MHz ne peut détenir que 20 MHz au maximum dans la bande de fréquences 1452-1492 MHz.

§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique, dans des délais et dans des proportions raisonnables.

Art. 5. La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Art. 6. L'opérateur 1400 MHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.

CHAPITRE 4. — Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences

Art. 7. § 1^{er}. L'opérateur 1400 MHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.

La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 50.000 euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.

Le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.

e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.

8° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 24 tot 34 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.

HOOFDSTUK 2. — Algemeen

Art. 2. . Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.

Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 40, § 2.

Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.

§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 1400 MHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 1400MHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.

HOOFDSTUK 3. — Gebruik van de frequenties

Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 7, de volgende frequentieblokken toe:

1° het frequentieblok 1427-1452 MHz;

2° het frequentieblok 1492-1517 MHz;

3° 8 generieke frequentieblokken van 5 MHz in de frequentieband gelegen tussen 1452 MHz en 1492 MHz.

Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 26, worden de in 3° beoogde blokken genummerd van 1 tot 8. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.

§ 2. De frequentieband 1427-1517 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations.

§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een 1400 MHz-operator kan niet meer dan 45 MHz innemen in de frequentieband 1427-1517 MHz.

Een relevante groep ten opzichte van een 1400 MHz-operator kan niet meer dan 20 MHz innemen in de frequentieband 1452-1492 MHz.

§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegerekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.

Art. 5. Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Art. 6. De 1400 MHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.

HOOFDSTUK 4. — Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties

Art. 7. § 1. De 1400 MHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.

Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 50.000 euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.

Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.

§ 2. L'opérateur 1400 MHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.

Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.

§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1^{er} janvier de chaque année.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.

CHAPITRE 5. — *Contrôle*

Art. 8. § 1^{er}. Un opérateur 1400 MHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.

§ 2. L'opérateur 1400 MHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:

- 1° la zone de couverture réalisée;
- 2° une description des services offerts;
- 3° le nombre de clients.

L'opérateur 1400 MHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.

§ 3. L'opérateur 1400 MHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.

CHAPITRE 6. — *Exigences de couverture*

Art. 9. § 1^{er}. L'opérateur 1400 MHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question. L'information est publiée sur le site Internet de l'opérateur selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.

CHAPITRE 7. — *Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation*

Section 1^{re}. — Candidature

Art. 10. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.

Art. 11. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:

- 1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;
- 2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;
- 3° il soit exclu de la procédure.

§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.

§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 13.

Art. 12. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:

- 1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au *Moniteur belge*;

§ 2. De 1400 MHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.

De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.

Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.

§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.

De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.

HOOFDSTUK 5. — *Controle*

Art. 8. § 1. Een 1400 MHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.

§ 2. De 1400 MHz-operator stuurt elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:

- 1° de gerealiseerde dekkingszone;
- 2° een beschrijving van de aangeboden diensten;
- 3° het aantal klanten.

De 1400 MHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.

§ 3. De 1400 MHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.

HOOFDSTUK 6. — *Dekkingsvereisten*

Art. 9. § 1. De 1400 MHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken. De informatie wordt gepubliceerd op de website van de operator volgens de bepalingen die hij vastlegt.

§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.

HOOFDSTUK 7. — *Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten*

Afdeling 1. — Kandidatuur

Art. 10. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.

Art. 11. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:

- 1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
- 2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
- 3° hij wordt uitgesloten van de procedure.

§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.

§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 13.

Art. 12. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:

- 1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;

3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.

§ 2. Dans sa publication au *Moniteur belge*, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, sont concernés.

Art. 13. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:

1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;

2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;

3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;

4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:

a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;

b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;

5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionariat du candidat;

6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 14;

7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 17 ou 40, § 4, peut être reversé;

8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;

9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.

Art. 14. § 1^{er}. Le candidat paye un montant d'un million d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.

§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.

Section 2. — Examen des candidatures

Art. 15. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.

Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.

A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.

Art. 16. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 12, 13, 14 et 15.

L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.

L'Institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats jugés recevables.

2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;

3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.

§ 2. In de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.

Art. 13. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:

1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;

2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;

3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;

4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:

a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;

b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;

5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;

6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 14;

7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 17 of 40, § 4, kan worden teruggestort;

8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;

9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de candidaturen moeten naleven.

Art. 14. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van één miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de candidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.

§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.

Afdeling 2. — Onderzoek van de candidaturen

Art. 15. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.

De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.

Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.

Art. 16. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 12, 13, 14 en 15.

Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.

Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden kandidaten mee.

Art. 17. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 13, § 1^{er}, 7°.

Section 3. — Procédure

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 18. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

Art. 19. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

Art. 20. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

Art. 21. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.

Art. 22. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 20.

§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.

Art. 23. La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:

1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 24 à 34, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1^{er};

2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 35 à 39, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.

Sous-section 2. — Mise aux enchères

Art. 24. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:

1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;

2° le moment du début et de la fin du premier tour;

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;

4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.

Art. 25. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.

Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:

1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 26, ou;

2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 29, ou;

3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 30.

§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 26, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 29. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.

Art. 26. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.

§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.

Art. 17. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 13, § 1, 7°.

Afdeling 3. — Procedure

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 18. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.

Art. 19. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.

Art. 20. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.

Art. 21. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.

Art. 22. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 20.

§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.

Art. 23. De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:

1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 24 tot 34, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1;

2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 35 tot 39, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.

Onderafdeling 2. — Veiling

Art. 24. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:

1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;

2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;

3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;

4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.

Art. 25. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.

Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:

1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 26, of;

2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 29, of;

3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 30.

§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 26 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 29. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.

Art. 26. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.

§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.

§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:

1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquences donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;

2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquences donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.

§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquences consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.

§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.

§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.

§ 8. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.

Art. 27. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.

Art. 28. Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat dépasse un nombre multiple de 10 millions d'euros et à partir de 30 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 0,5 millions d'euros.

La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.

Art. 29. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum trois fois durant la mise aux enchères.

Art. 30. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.

Art. 31. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.

Art. 32. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:

1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;

2° le moment du début et de la fin du tour suivant;

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.

Art. 33. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.

Art. 34. A l'issue du dernier tour visé à l'article 33, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.

Sous-section 3. — Positionnement

Art. 35. L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.

Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 36 à 39 ne se tient pas.

§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende rondes op basis van de volgende principes:

1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;

2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.

§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.

§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.

§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.

§ 8. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.

Art. 27. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.

Art. 28. Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, een veelvoud van 10 miljoen euro overschrijdt en vanaf 30 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 0,5 miljoen euro.

Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.

Art. 29. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal driemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.

Art. 30. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.

Art. 31. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.

Art. 32. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:

1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;

2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;

3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.

Art. 33. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.

Art. 34. Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 33 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.

Onderafdeling 3. — Positie

Art. 35. Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.

Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 36 tot 39 niet gehouden.

Art. 36. § 1^{er}. L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz.

§ 2. Pour toutes les options, tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contiguë.

Art. 37. L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:

1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;

2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.

Art. 38. § 1^{er}. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.

§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.

Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.

Art. 39. § 1^{er}. A l'issue du tour supplémentaire, l'IBPT calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.

§ 2. L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.

Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.

Section 4. — Octroi des droits d'utilisation

Art. 40. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.

§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.

§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.

Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.

§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 13, § 1^{er}, 7°.

§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 26.

Art. 41. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 1400 MHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 10.

CHAPITRE 8. Dispositions finales

Art. 42. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

Art. 36. § 1. Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor de positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentieband 1427-1517 MHz.

§ 2. Voor alle opties, worden alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht, aaneengrenzend geplaatst.

Art. 37. Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:

1° de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;

2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.

Art. 38. § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.

§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.

Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.

Art. 39. § 1. Na de bijkomende ronde berekent het BIPT voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.

§ 2. De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.

Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.

Afdeling 4. — Toekenning van de gebruiksrechten

Art. 40. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.

§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.

§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.

Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.

§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 13, § 1, 7°.

§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 26.

Art. 41. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 1400 MHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 10.

HOOFDSTUK 8. — Slotbepalingen

Art. 42. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER